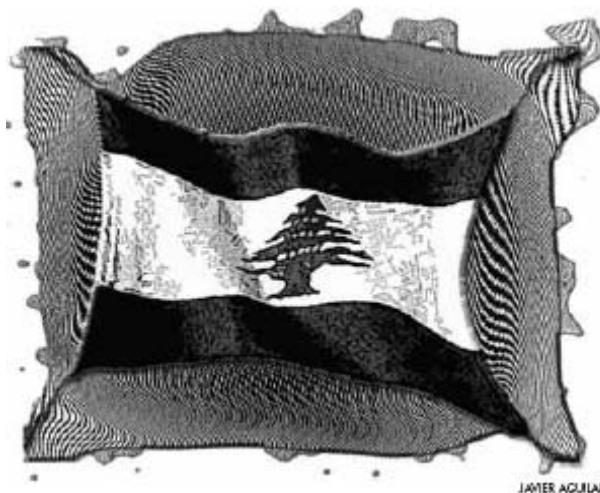


Vers une désintégration constitutionnelle du Liban ?

Par Georges Corm

Nous avons déjà examiné, dans nos précédents articles, les données internes et régionales de la crise libanaise qui s'éternise, alors qu'une échéance constitutionnelle majeure, l'élection par le parlement d'un nouveau président de la République, doit intervenir à partir de la fin du mois de septembre prochain. Au cas où les parlementaires ne parviennent pas alors à se mettre d'accord pour élire un nouveau président de la république, la désintégration constitutionnelle du Liban sera complète. Ne subsistera qu'un conseil des ministres tronqué par l'absence des représentants de la communauté chiite et de l'un des deux représentants de la communauté grecque-orthodoxe.

Ce conseil des ministres est soutenu à bout de bras par les gouvernements des pays occidentaux et il est contesté par de larges fractions de la population. Le parlement ne s'est plus réuni depuis le début de l'année, ce qui est une cause de dissolution. Le recours à de nouvelles élections législatives sous une loi électorale plus juste serait une porte de sortie démocratique, cependant ce qui reste de conseil des ministres ne l'approuvera pas et le président de la république n'a pas le pouvoir de dissolution sans l'approbation du conseil des ministres. Rappelons d'autre part que le conseil des ministres est considéré comme un gouvernement inconstitutionnel par de larges fractions de l'opinion publique libanaise et par le président de la république ; ses réunions et décisions sont considérées comme nulles et non avenues.



En dépit, des nombreuses sollicitations pour la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale ou l'élargissement du présent gouvernement pour mieux refléter l'état des forces politiques dans le pays dans le cadre des traditions de démocratie consensuelle libanaise où aucune communauté ne saurait être exclue de l'exercice du pouvoir, le chef du gouvernement M. Fouad Siniora, s'obstine à refuser tout changement.

L'initiative française récente qui a consisté à un inviter à Paris des représentants de toutes les formations politiques pour une continuation du dialogue national initié en mars 2006 n'a pas donné de résultats. Il était toutefois important de prendre note du fait que la France rompait enfin avec la politique partisane et engagé de l'ancien président Jacques Chirac auprès d'une seule faction des Libanais, celle du groupe de M. Hariri qui gère désormais seul le pays de façon de plus en plus dictatoriales. Ceci n'a pas empêché, toutefois, l'ambassadeur de France à Beyrouth qui est sur le départ, de participer à un meeting populaire organisé par M. Joumblatt, l'allié de M. Hariri, et d'y prendre la parole sur un ton surprenant. En même temps, l'ambassadeur des Etats-Unis était interviewé durant trois heures sur la plus grande chaîne de télévision libanaise, se mêlant de tous les détails de la vie politique libanaise.

La scène politique libanaise est devenue ainsi totalement surréaliste et on peut se demander qu'est-ce qui pousse donc les puissances occidentales à s'investir avec une telle ardeur sur cette scène politique et à contribuer largement à la désintégration politique du pays. Le Hezbollah est-il considéré comme un tel danger par ces pays que leurs gouvernements soient prêts à abattre tout le temple libanais ? Est-il bien sûr, dans ce cas, que ce soit là le meilleur moyen de participer à la stabilisation de la situation chaotique du Moyen-Orient et d'éviter de nouvelles guerres dans cette région volcanique ? N'est-ce pas la politique du pire qui s'installe au Liban, devenu l'enjeu des féroces luttes d'influence régionales et du désir israélo-américain de faire taire toute résistance aux occupations militaires en Palestine et en Irak, d'affaiblir l'Iran, de continuer d'isoler la Syrie ?

Le fait d'avoir laissé les groupes fondamentalistes jihadistes sunnites dans lesquels de nombreux saoudiens sont enrôlés se développer au Liban au cours des deux dernières années, sous l'œil complaisant du gouvernement libanais actuel qui y voyait des alliés potentiels pour contrer l'influence grandissante du Hezbollah a largement contribué aussi à cette déstabilisation du Liban. L'armée libanaise depuis plus de deux mois a perdu de nombreux soldats dans la bataille du camp palestinien de Nahr el Bared au Nord du pays tenu par le Fath el Islam, cependant que le contingent espagnol de la FINUL au sud du pays a subi un attentat odieux. Pourtant, le général Pelligrini, ancien commandant français de la FINUL, avait bien mis en garde, il y a plusieurs mois déjà, les pays des contingents dans la FINUL des risques encourus du fait du développement de cette présence jihadiste au Liban.

Certes, les Libanais ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes d'abord si leur pays est ainsi déstabilisé, mais la « communauté internationale » ne devrait-elle pas aussi commencer à s'interroger sur l'utilité du rôle qu'elle joue en participant de cette instrumentalisation intensive qu'elle fait du Liban sur l'échiquier de la géopolitique régionale. Cette instrumentalisation a déjà été employée il y a vingt cinq ans, dans le sillage de l'invasion israélienne du Liban en 1982 et de l'installation forcée d'un gouvernement libanais aux ordres de Washington et de Tel Aviv. Le résultat a été catastrophique pour le Liban lui-même d'abord, mais aussi pour ses manipulateurs extérieurs.

Certes, l'histoire ne se répète jamais de la même façon, mais la conjoncture actuelle rappelle trop celle d'il y a un quart de siècle pour ne pas l'évoquer. Les Etats-Unis, Israël et l'Union européenne croient-ils vraiment qu'ils pourront imposer à long terme une « pax occidentalia » contre de très larges fractions de l'opinion arabe, palestinienne et libanaise et qu'ils pourront réduire, voir abattre les deux régimes locaux qui ne « plient » pas, celui de l'Iran et de la Syrie ? Après l'échec cuisant de l'invasion de l'Irak, l'Europe se laisserait-elle entraîner à approuver une nouvelle aventure militaire, américaine ou israélienne, contre la Syrie ou l'Iran, voir le Liban où la présence du Hezbollah serait visée à nouveau ? Malheureusement, il

semble bien que cette option ne soit pas à écarter totalement. En effet, si elle était présentée comme nécessaire pour accélérer le soi-disant processus de paix en Palestine, débloquer la situation libanaise, mettre au pas les régimes locaux « rebelles », elle constituerait une fuite en avant commode pour le régime de George W. Bush qui paralyserait tous ses adversaires politiques aux Etats-Unis eux-mêmes. Le cynisme en politique est sans limite et il ne faut jamais exclure le pire.